



COLLÈGE des
PRODUCTEURS

AVIS D'ORIENTATION DE LA RECHERCHE
DE L'ENCADREMENT ET DE LA FORMATION

OCTOBRE 2018

01 iNTRODUCTION

**QUELLES SONT LES ATTENTES CONCRÈTES
DES PRODUCTEURS EN MATIÈRE
DE RECHERCHE, ENCADREMENT ET FORMATION?
Sur quelles PRIORITÉS de travail
souhaitent-ils des SOUTIENS PUBLICS?
Quelles PROPOSITIONS font-ils pour améliorer les choses ?**

C'est pour répondre à ces questions que le Collège des Producteurs, les services de l'administration (SPW - DGO3/DGO6) et les parties prenantes de la recherche/encadrement/formation se sont associés.

Après une première enquête réalisée en 2015 et qui a permis d'orienter le plan triennal de la recherche agronomique ainsi que d'améliorer les services d'encadrement, une enquête de mise à jour a été lancée en juin 2018 afin de faire l'état des lieux des besoins 3 ans après.

Le présent rapport fait état des réponses reçues à cette enquête. Ces réponses constituent l'avis d'orientation du Collège des Producteurs qui sera remis aux différentes autorités en charge des matières concernées.

Il est souhaité que ces réponses des producteurs constituent un élément important dans l'élaboration des appels à projets et des plans de recherche, formation, encadrement ainsi que dans l'orientation des ressources allouées par les autorités wallonnes à ces questions dans les prochaines années.



DEGRÉ DE PARTICIPATION DES PRODUCTEURS

La collecte des avis des producteurs a été élaborée sur base d'une démarche de consultation organisée en 3 phases :

1. Consultation dans chaque secteur lors des Assemblées Sectorielles de printemps (près de 200 producteurs ont contribué)
2. Consultation au travers d'une enquête web (près de 800 producteurs ont répondu)
3. Consultation des 44 représentants membres du Collège des Producteurs

Le degré de participation des producteurs, toute démarche confondue est donc proche de 10%. En regard de ce taux ainsi que de la répartition géographique et sectorielle des répondants, les résultats sont globalement jugés représentatifs de la population agricole.

CARACTÉRISTIQUES DES RÉPONDANTS À L'ENQUÊTE

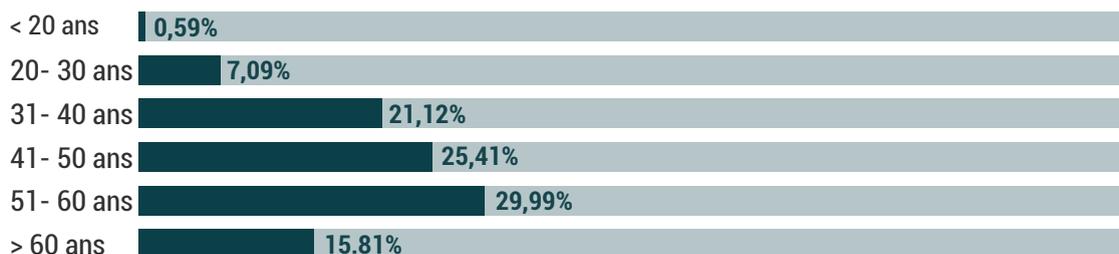
GENRE

Les répondants à l'enquête sont au nombre de 770 ; ils sont en majorité des hommes de plus de 40 ans agriculteur à titre principal.



TRANCHES D'ÂGE

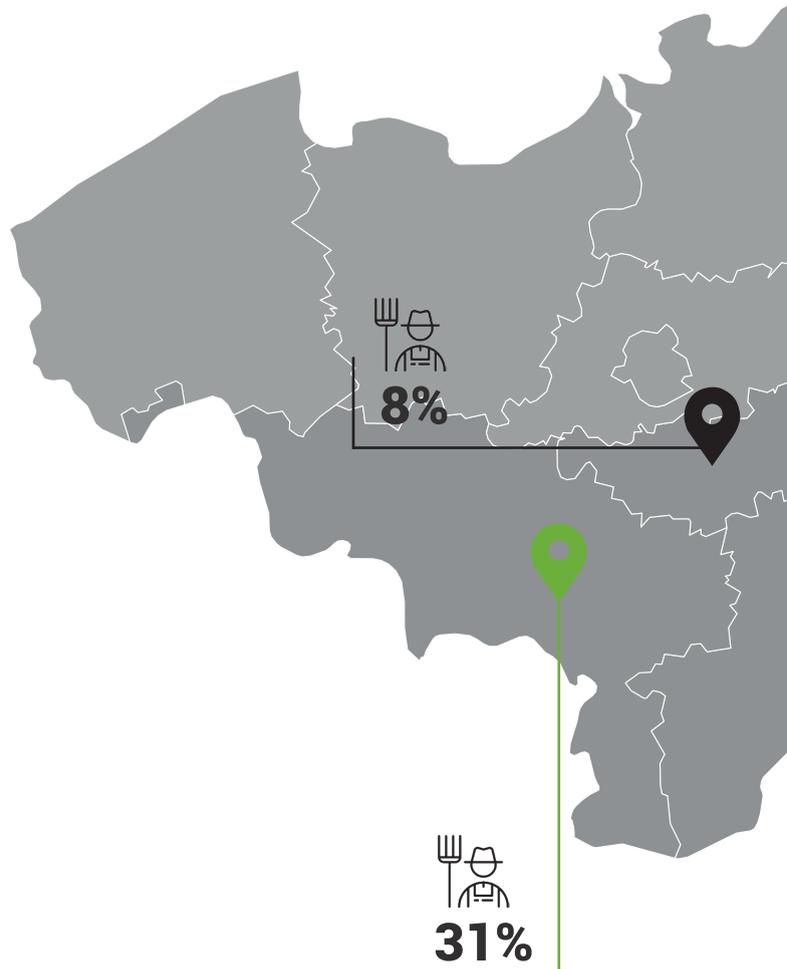
La répartition par province est équilibrée et la répartition par classe d'âge se révèle proportionnelle à la pyramide des âges des producteurs wallons. Moins de 2 % des répondants sont germanophones et moins de 10 % des répondants ont moins de 30 ans.



BONNE REPRÉSENTATIVITÉ DES RÉPONDANTS À L'ENQUÊTE, TANT DU POINT DE VUE DE LEUR ORIGINE GÉOGRAPHIQUE QUE DE LEUR SECTEUR D'ACTIVITÉ

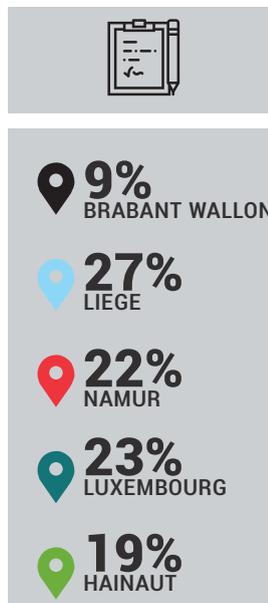
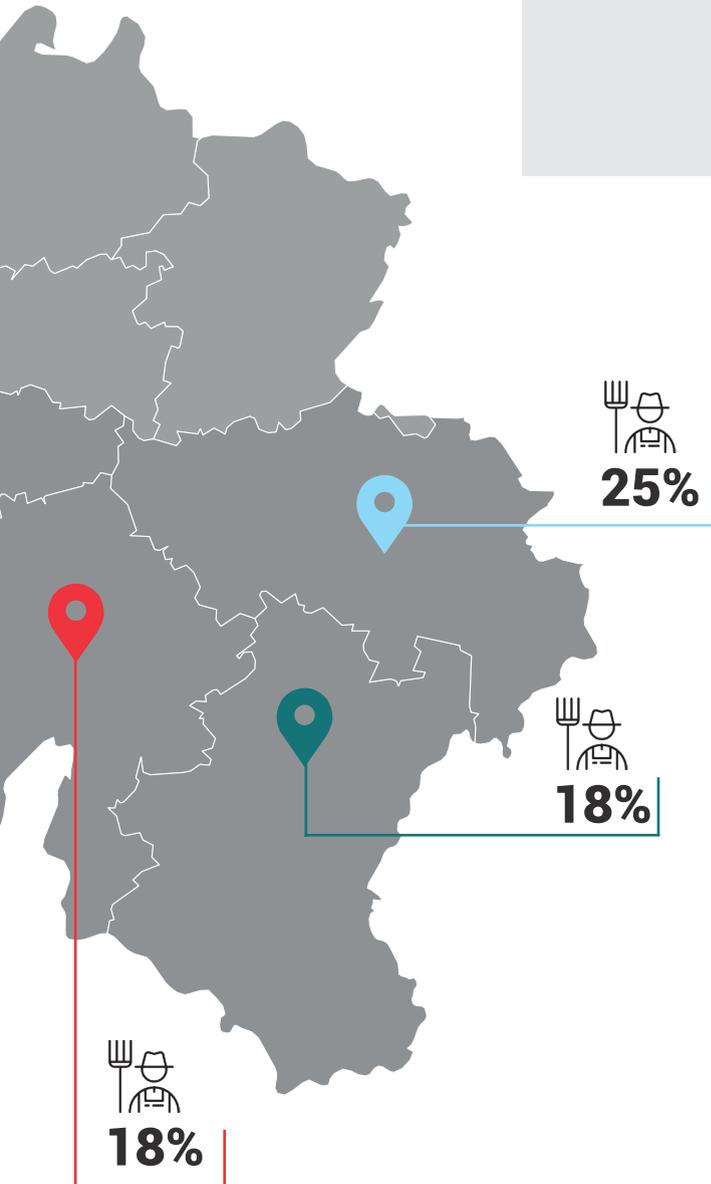
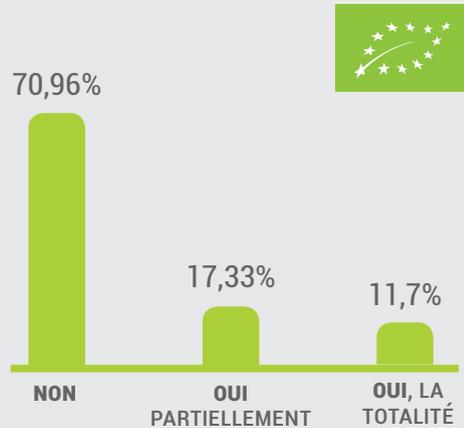
Les secteurs faisant l'objet d'un taux de réponse le plus important sont **les grandes cultures, les bovins viande et les bovins laitiers**. La proportion de répondants par secteur est relativement proportionnelle à la répartition de l'ensemble des producteurs wallons. **Il faut noter que le taux de réponses pour le bio ainsi que pour les secteurs ovins et caprins a été plus élevé que leurs proportions dans la population agricole.**

		
 AUTRES GRANDES CULTURES	49,26%	66,00%
 VIANDE BOVINE	38,31%	59,00%
 BOVINS LAITIERS	25,74%	27,70 %
 HORTICULTURE COMESTIBLE	12,28%	4,60%
 OVIN	11,83%	3,60%
 BIO	29,00%	12,09%
 AVICOLE/CUNICOLE	9,02%	3,20%
 PORCIN	6,36%	4,20%
 HORTICULTURE ORNEMENTALE	4,29%	1,90%
 CAPRIN	3,55%	0,50%
 AQUACULTURE	1,33%	0,30%



LES RÉPONDANTS BIO

La production biologique concerne 29 % des répondants dont 1/3 sont dans des exploitations bio mixtes (bio et conventionnel). Les répondants pratiquant l'agriculture biologique le sont majoritairement dans les secteurs suivants : grandes cultures, viande bovine, aviculture, horticulture. La production biologique concerne 20% des jeunes de moins de 30 ans



04

RÉSULTATS : LES GRANDES ORIENTATIONS

SECTEURS DANS LESQUELS LES RÉPONDANTS ESTIMENT AVOIR LE PLUS DE BESOINS EN MATIÈRE DE RECHERCHE/ENCADREMENT/FORMATION

Les secteurs dans lesquels les répondants estiment avoir le plus de besoins en matière de recherche/encadrement/formation (tous répondants confondus) sont :

GRANDES CULTURES (autres que pommes de terres)	32,77% *****
BOVINS VIANDE	17,06% ****
BOVINS LAITIERS	16,29% ***
HORTICULTURE COMESTIBLE	11,42% **
OVINS/CAPRIN	7,49% *
AVICULTURE/CUNICULTURE	4,12%
POMMES DE TERRE	3,37%
HORTICULTURE ORNEMENTALE	3,00%
PORC	2,43%
AQUACULTURE	1,15%



A NOTER : pour les répondants BIO, les secteurs dans lesquels les répondants estiment avoir le plus de besoins en matière de recherche/encadrement/formation sont : 1° les grandes cultures, 2° horticulture comestible, 3° bovins viande, 4° ovins/caprins.



A NOTER : pour les jeunes de moins de 30 ans, les secteurs dans lesquels les répondants estiment avoir le plus de besoins en matière de recherche/encadrement/formation sont : 1° bovins viande, 2° bovins laitiers, 3° grandes cultures, 4° horticulture comestible,

DOMAINES PRIORITAIRES POUR LA RECHERCHE, L'ENCADREMENT ET LA FORMATION

Tous secteurs confondus, les 3 domaines prioritaires dans lesquels les producteurs rencontrent des contraintes pour lesquelles ils souhaitent des réponses de la recherche/encadrement/formation sont :

- **Rentabilité, modèles économiques et coûts de production**
- **Pesticides, phytopathologies et alternatives**
- **Techniques liées au fourrage et au pâturage**

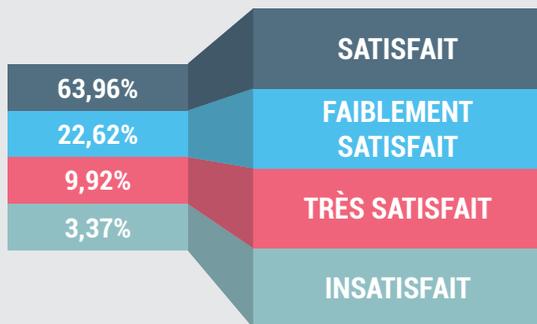


A NOTER : les domaines dans lesquels les répondants BIO estiment avoir le plus de besoins en matière de recherche/encadrement/formation sont : 1° la gestion de la vie du sol, 2° les rotations culturales et la lutte intégrée, 3° les techniques et matériel de désherbage mécanique, 4° le soutien post-production : transformation et commercialisation.



NIVEAU D'APPRÉCIATION DE L'OFFRE DE CONSEIL/FORMATION EXISTANTE

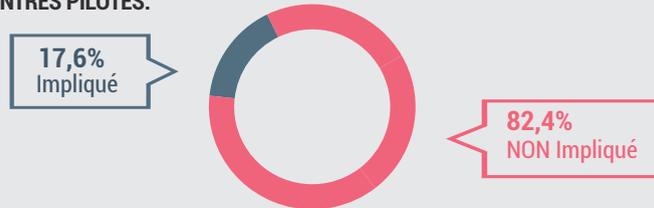
Le niveau est assez encourageant puisque **près de 75 % des producteurs répondants sont satisfaits ou très satisfaits des services**. Il est à noter que les 25 % d'insatisfaits ou faiblement satisfaits se répartissent sur l'ensemble du territoire, des classes d'âge et des secteurs.



A noter : 80 % les jeunes sont satisfaits ou très satisfaits.

IMPLICATION DANS DES INITIATIVES DE RECHERCHE/ENCADREMENT/FORMATION

Tous secteurs confondus, **17,6 % des producteurs sont impliqués dans des initiatives de recherche** et **23,5 % sont impliqués dans des CETA/COMICE/CENTRES PILOTES**.

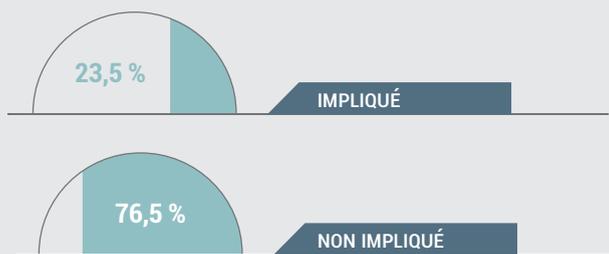


Les secteurs dans lesquels les producteurs sont impliqués dans des recherches concernent :

- 1° Les grandes cultures (45% des recherches citées)
- 2° L'élevage bovin et le fourrage (32% des recherches citées)
- 3° L'horticulture (15 % des recherches citées)
- 4° La production ovine (8% des recherches citées)

A NOTER : pour les moins de 30 ans, le niveau d'implication dans la recherche est de 25 %.

IMPLICATION DANS DES INITIATIVES DE CETA/COMICE/CENTRES PILOTES

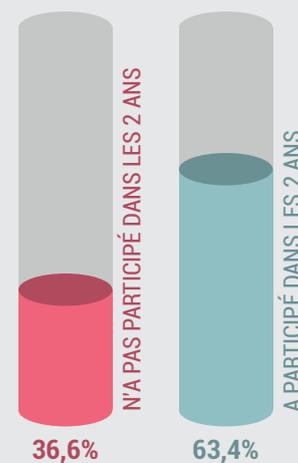


La moitié (49%) des producteurs impliqués dans ces initiatives d'encadrement sont membres d'un CETA, le tiers (30%) sont membres d'un COMICE et un cinquième (21 %) sont actifs dans des centres pilotes.

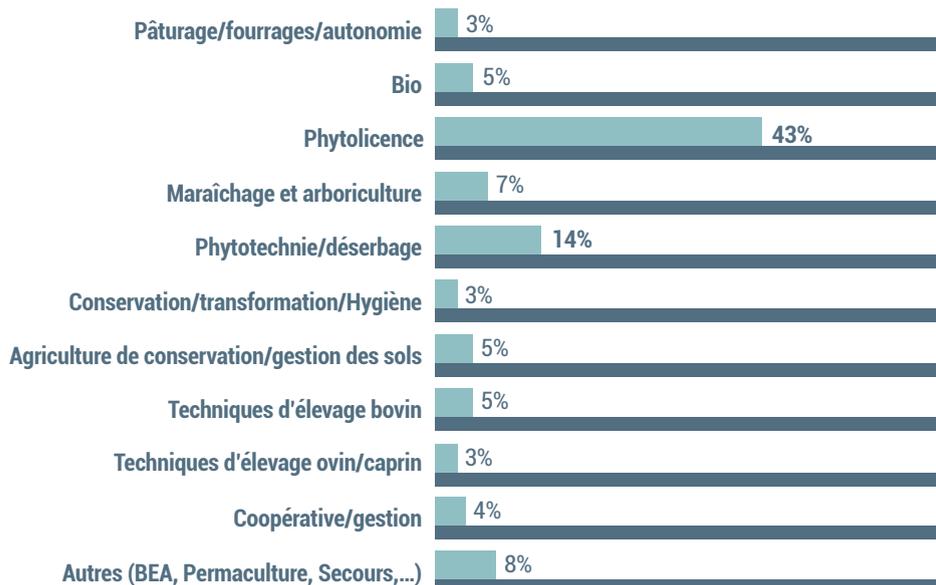
A NOTER : pour les moins de 30 ans, le niveau d'implication dans l'encadrement est de 37 %.

PARTICIPATION DES PRODUCTEURS À DES FORMATIONS DANS LES 2 DERNIÈRES ANNÉES

Tous secteurs confondus, **63,4 % des producteurs ont participé à des formations durant les 2 dernières années** dont près de la moitié (43%) aux formations « phytolice ».

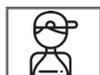
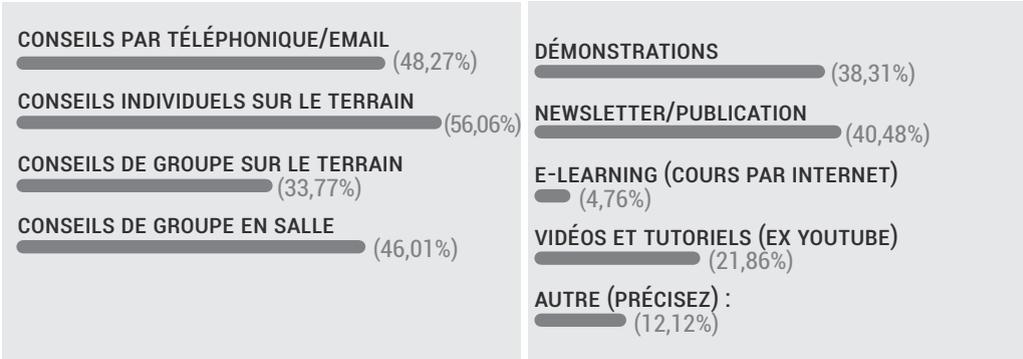


LES FORMATIONS SUIVIES PAR LES RÉPONDANTS SE RÉPARTISSENT SELON LES DOMAINES SUIVANTS :



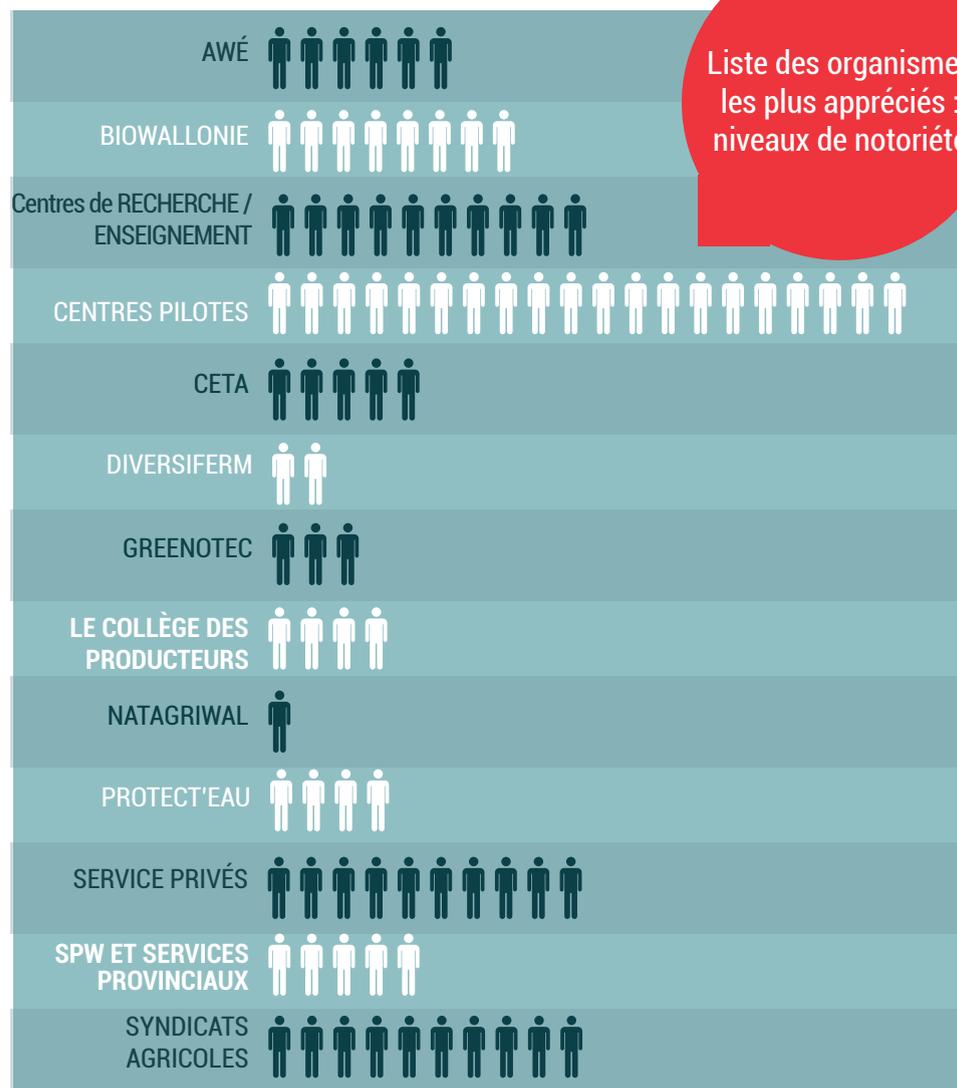
OFFRE ACTUELLE DE SERVICES DE CONSEIL/FORMATION

Quel que soit l'opérateur qui délivre le conseil (public, privé, centres pilotes,...), les modalités des services qui touchent le plus les producteurs, la proportion de répondants touchés par les différents types de services de conseil est la suivante :



A NOTER : 58 % des jeunes de moins de 30 ans sont touchés par les conseils téléphoniques/email et 26 % par les vidéos et tutoriels.

LES ORGANISMES DE CONSEIL ET DE FORMATION LES PLUS APPRÉCIÉS PAR LES RÉPONDANTS SONT SANS CONTESTE LES CENTRES PILOTES QUI SONT SUIVIS PAR LES SYNDICATS AGRICOLES PUIS LES CENTRE DE RECHERCHE/ENSEIGNEMENT.



A NOTER : Tous secteurs confondus, 29 % des répondants affirment avoir recours à des **outils informatiques d'aide à la décision**. Les outils les plus cités sont 1° les outils de gestion de troupeau de l'Awé et de l'ARSIA (Myawenet/ARIANE/CERISE), 2° les outils de la gamme ISAGRI, 3° les outils météo, 4° les outils de comptabilité/gestion.

Importance relative (%) des outils informatiques les plus utilisés :

AWE/ARSIA	25	Phytoweb	8
Gamme ISAGRI	23	Calcul Fumure	8
Météo	16	RIMPRO/REGPRO	4
Compta/gestion	13	Tresogest	2



A NOTER : chez les jeunes de moins de 30 ans, les organismes de conseil et de formation les plus appréciés sont : 1° les centres pilotes, 2° l'Awé, 3° les syndicats agricoles et 4° Biowallonie.

Parmi les services de conseils privés cités, les répondants font référence aux vétérinaires et nutritionnistes, aux conseillers des firmes (vente d'intrants ou achat des productions) ou du négoce ainsi qu'aux conseillers privés financés directement par les producteurs.



A NOTER : Tous secteurs confondus, 15 % des répondants affirment avoir recours à des **systèmes de conseil/formation payants**. Les systèmes de paiement évoqués sont essentiellement des cotisations ou des contributions à des événements (Centres pilotes, Syndicats, Awé, Diversiferm, Greenotec, inscriptions à des formations,...) ; le paiement direct de services de conseillers privés indépendants concerne moins de 1 % des répondants.

07

POUR L'AVENIR, QUELS TYPES DE SERVICES DE CONSEIL/FORMATION DEVRAIENT ÊTRE ENCOURAGÉS PAR LES POUVOIRS PUBLICS

Les conseils individuels, les conseils de groupe sur le terrain et les journées de démonstration sont les 3 modalités pour lesquelles les producteurs souhaitent prioritairement un soutien des pouvoirs publics.

A noter que les formations hors wallonie, les voyages d'études, l'e-learning et les réseaux sociaux sont jugés comme des modalités ne nécessitant pas prioritairement de soutien des pouvoirs publics, soit en raison de leur accessibilité dans le domaine privé, soit en raison du coût/bénéfice vis-à-vis d'autres modalités plus prioritaires.

TOP 3

1. CONSEILS INDIVIDUELS
2. CONSEIL/FORMATION DE GROUPE SUR LE TERRAIN
3. JOURNÉES DE DÉMONSTRATIONS

PELOTON

4. PRESSE AGRICOLE
5. CONSEILS/FORMATION DE GROUPE EN SALLE
6. NEWSLETTER/PUBLICATION
7. CONSEILS TÉLÉPHONIQUES-EMAIL

PEU DE BESOIN D'ÊTRE SOUTENU PAR LE PUBLIC

8. FORMATION HORS WALLONIE
9. VOYAGES D'ÉTUDES
10. E-LEARNING
11. RÉSEAUX SOCIAUX



A NOTER : chez les jeunes de moins de 30 ans, le classement des priorités nécessitant un soutien public est identique à celui de l'ensemble des répondants.



A NOTER : Tous secteurs confondus, 30 % des répondants affirment être prêts à augmenter leur participation financière à plus de conseils individuels et neutres.

Les conditions pour cette augmentation sont les suivantes :

- Service indépendant
- Service compétent
- Service personnalisé et ciblé
- Service régulier et rapidité de réaction
- Service efficace
- Service offrant une réelle plus value et un retour direct sur les revenus

Les mécanismes proposés par les répondants pour stimuler l'augmentation de leur participation aux services sont notamment :

- Systèmes de chèques-formation
- Contrats de performance liés aux revenus
- Déduction fiscale
- Forfaits par animaux ou par ha
- Co-investissement dans les centres de service



N° 1 SECTEUR PRIORITAIRE GRANDES CULTURES

TOP 4

1. **Rentabilité, modèles économiques et coûts de production** (1 répondant sur 2)
2. **Pesticides, phytopathologie et alternatives** (1 répondant sur 2)
3. **Fertilisation et gestion des sols** (1 répondant sur 3)
4. **Génétique et sélection variétale** (1 répondant sur 5)

En regard du secteur des **grandes cultures (en ce compris les pommes de terre)**, les producteurs souhaitent que le financement public de la recherche/encadrement/formation s'oriente sur les domaines prioritaires suivants :

Les contraintes détaillées face auxquelles les producteurs souhaitent des réponses se regroupent en 4 points principaux :

ECONOMIE :

- Gestion : intérêt du passage en société, engagement et gestion du personnel, comptabilité et fiscalité, gestion des coûts de production
- Rentabilité : quelles techniques pour réduire les coûts de production, comment stocker des petites quantités à coûts réalistes, comment investir sur des techniques de production moins gourmandes en intrants et comment stimuler le partage de matériel,
- Modèles économiques : comment se départir de la volatilité et du manque de visibilité à terme des marchés mondiaux, quelles cultures alternatives aux céréales qui sont devenues non rémunératrices, dans quels marchés/segment/filière de niche se diversifier,
- Commercialisation : techniques de vente, comment commercialiser en réduisant le nombre d'intermédiaires et s'affranchir du négoce, comment intégrer les coûts de production dans les relations commerciales

PHYTO :

- Réduction des phytos : sélections variétales résistantes ou tolérantes aux maladies afin d'anticiper les évolutions légales en matière phytosanitaire ou de débouchés non alimentaires, pâturage des couverts végétaux, essais sur bio-pesticides (et biostimulants) et additifs,
- Suppression de phytos : quelles alternatives aux néocotinoïdes, au glyphosate et aux éventuels autres produits interdits sans augmenter les coûts de production
- Communication : comment communiquer avec le grand public sur la question des phytos

TYPES D'ENCADREMENT :

- Ancrage terrain : besoin de plus de conseils individuels/personnalisés de terrain, de fermes pilotes et d'essais démonstratifs
- Conseils indépendants : suivi des maladies et conseils trop liés au commercial
- Numérique : exploiter plus le numérique dans le conseil ; la disponibilité en outils d'aide à la décision comparant des choix techniques à leurs impacts économiques est importante

SOL :

- Comment mieux gérer la lutte contre l'érosion (pdt)
- Travaux du sol et rotations

FOCUS SUR LES DIFFICULTÉS DE DISPONIBILITÉS DE SEMENCES BIO :

Face aux problèmes de disponibilité et de coûts des semences utilisables en bio, il est souhaité :

- un maintien et un développement des essais variétaux menés par le CRA-W en collaboration avec le CPL-Vegemar et le CARAH au travers du programme BIO2020, notamment en intégrant des mélanges variétaux en conditions agro-écologiques contrastées ;
- des moyens européens pourraient être sollicités pour des dispositifs expérimentaux de longue durée sur des terres converties en bio
- soutenir et développer les travaux de recherche/encadrement liés à l'approvisionnement par les producteurs en variétés de céréales adaptées aux conditions biologiques et à la qualité boulangère (notamment en valorisant les semences issues des travaux d'amélioration variétale et en amplifiant les conseils qui y sont liés)

◆  **A NOTER :** en grande culture, les répondants estiment que les investissements publics devraient se répartir de la manière suivante entre recherche (47% des budgets), encadrement (28% des budgets) et formation (25 % des budgets).

◆  **A NOTER :** pour les répondants BIO, les domaines dans lesquels les répondants estiment avoir le plus de besoins sont : • Gestion des maladies (1 répondant sur 2)
• Semences bio (1 répondant sur 2)
• Fertilisation et gestion du sol (1 répondant sur 2)
• Techniques de vente et communication (1 répondant sur 4)

◆  **A NOTER :** pour les jeunes de moins de 30 ans, les domaines dans lesquels les répondants estiment avoir le plus de besoins sont : • Fertilisation et gestion du sol (1 répondant sur 2)
• Phytopathologie et pesticides (1 répondant sur 2)
• Accès à la terre (1 répondant sur 2)





N°2 SECTEUR PRIORITAIRE BOVINS VIANDE

TOP 4

1. Rentabilité, modèles économiques et coûts de production (1 répondant sur 2)

2 – Techniques liées au fourrage/pâturage (1 répondant sur 3)

3 - Commercialisation (1 répondant sur 3)

4 – Santé animale (1 répondant sur 3)

En regard du secteur **bovins viande**, les producteurs souhaitent que le financement public de la recherche/encadrement/formation s'oriente sur les domaines prioritaires suivants :

Les contraintes détaillées face auxquelles les producteurs souhaitent des réponses se regroupent en 4 points principaux :

ECONOMIE :

- la centralisation des données technico-économiques et l'élaboration d'un outil d'aide à la gestion (comptabilité et fiscalité) et à la décision pour les producteurs sont fortement souhaitées.
- dans un but de recherche de rentabilité, les demandes se concentrent sur les techniques pour réduire les coûts de production et optimiser les coûts de soin des animaux et des fourrages.
- le développement de conseils personnalisés est souhaité en vue de favoriser l'activité d'engraissement, en lien avec le développement d'un nouveau produit, niche ou débouchés.
- identification de modèles économiques innovants : identification des marchés/segments/filières où se déployer (races, marché ciblé, maigre ou gras, quelle qualité, quelle durée d'élevage, quelle norme, quelle transformation (+ quels produits élaborés), recherche d'une création de valeur sur le produit, structures collectives de commercialisation, optimisation des opportunités énergétiques

FOURRAGES/PÂTURAGE :

- le développement d'objectivité vis-à-vis des conseils commerciaux est sollicité (outils de calcul de rations adaptés à l'offre de produits et validés par le service public) ;

- la gestion du pâturage, de la fauche et des systèmes tournant de gestion de l'herbe sont mis en avant ainsi que la poursuite et le développement des actions liées à l'autonomie alimentaire sur l'exploitation et la recherche de techniques permettant d'être plus productif

COMMERCIALISATION :

- Comment commercialiser en réduisant le nombre d'intermédiaires (filières courtes vente directe et/ou bouchers), comment monter des filières de commercialisation, comment faire du marketing efficace et qui toucher,
- Comment intégrer les coûts de production dans les relations commerciales et enfin comment commercialiser la viande bio sont autant de questions posées par le secteur.
- Comment bénéficier d'outils d'aide à la négociation (meilleure visibilité aux producteurs sur les prix de vente et le coût de production en support de ces négociations) ;

SANTÉ ANIMALE :

- La santé animale reste une priorité importante avec une demande de détection et d'identification toujours améliorée des maladies. Face aux coûts et aux évolutions légales des traitements médicamenteux, il est souhaité de favoriser la prévention, des moyens de lutte plus «naturels» et des alternatives de vaccination.



A NOTER : en viande bovine, les répondants estiment que les investissements publics devraient se répartir équitablement entre recherche (37% des budgets), encadrement (35% des budgets) et formation (28 % des budgets).



A NOTER : pour les répondants BIO, les domaines dans lesquels les répondants estiment avoir le plus de besoins sont :

- Nécessité de développer des conseils et méthodes permettant la maîtrise de la phase d'engraissement
- Nécessité de développer des méthodes et innovation permettant de lever les barrières à la commercialisation de la viande bio





N°3 SECTEUR PRIORITAIRE BOVINS LAITIERS

En regard du secteur **bovins laitiers**, les producteurs souhaitent que le financement public de la recherche/encadrement/formation s'oriente sur les domaines prioritaires suivants :

Les domaines et préoccupations restent pratiquement les mêmes que celles définies dans l'avis de 2015. Cependant, la problématique de la charge de travail apparaît comme la troisième priorité alors que les aspects de santé animale passent en quatrième position. Les domaines sont identiques pour l'ensemble des répondants que pour les jeunes ou le bio.

Les **contraintes détaillées** face auxquelles les producteurs souhaitent des réponses se regroupent en 4 points principaux :

ECONOMIE :

- Les producteurs sollicitent des outils d'aide à la décision qui leur permettraient de faire des prévisions de rentabilité à long terme et des analyses comparatives et permettraient le partage des bonnes pratiques technico-économiques.
- Toutes les nouveautés techniques devraient faire l'objet d'une analyse de leur impact économique et sur la charge de travail.
- L'étude de l'impact sur les coûts de production et la main d'œuvre de différents modèles de production (herbe vs maïs-soja, automatisation, diversification, ...) sont une urgence.
- Les producteurs sollicitent également des orientations sur la manière de limiter l'impact de la volatilité des prix et du manque de visibilité des marchés mondiaux dans leur exploitation.
- Une autre préoccupation importante concerne la capacité des producteurs à commercialiser leurs produits en réduisant le nombre d'intermédiaires.
- Les aides aux choix des produits, des marchés et à la création de nouvelles filières plus courtes, ainsi que les formations techniques mais également en gestion et marketing devraient être renforcées.

FOURRAGES :

- Les producteurs nécessitent des outils afin de gérer de manière optimale les productions fourragères de l'exploitation durant toute l'année. Il est nécessaire d'atteindre une autonomie fourragère maximale et de produire des protéines végétales dans l'UE afin de limiter les coûts d'alimentation.
- Les producteurs sollicitent également des conseils indépendants des firmes d'aliments en nutrition animale.
- Comme demandé en 2015, il reste nécessaire d'uniformiser les unités de mesures (MAT, OEB, VEM) et de constituer un référentiel actualisé pour l'analyse des fourrages diversifiés et plus complexes.

PÉNIBILITÉ :

- Des recherches, de l'encadrement et des formations sont sollicités afin d'alléger le travail et d'augmenter le bien-être des producteurs : meilleure utilisation du numérique tant au niveau de la gestion du troupeau que des aspects administratifs, utilisation des robots de traite, notamment avec d'autres races que la race Holstein (BB mixte par exemple).
- L'impact sur les coûts de revient de ces nouvelles technologies doit être étudié.
- Un point important soulevé par les producteurs est la communication avec les citoyens.

SANTÉ ANIMALE :

- L'accent est mis sur les contraintes liées au taux cellulaire et au traitement des mammites, notamment les traitements alternatifs aux antibiotiques,
- La santé post-vêlage, les diarrhées des veaux, les vaccinations (coûteuses) et les problèmes de locomotion sont également mis en avant.

TOP 4

1. **Rentabilité, modèles économiques et coûts de production** (1 répondant sur 2)
2. **Techniques liées au fourrage/pâturage** (1 répondant sur 2)
3. **Charge de travail/pénibilité** (1 répondant sur 3)
4. **Santé animale** (1 répondant sur 3)



A NOTER : en bovins lait, les répondants estiment que les investissements publics devraient se répartir équitablement entre recherche (33% des budgets), encadrement (36% des budgets) et formation (31 % des budgets).





N° 4 SECTEUR PRIORITAIRE HORTICULTURE COMESTIBLE

TOP 3

1. Rentabilité, commercialisation, choix des orientations technico-économiques (1,5 répondant sur 2)
2. Phytopathologie (1 répondant sur 2)
3. Fertilisation et gestion du sol (1 répondant sur 2)

En regard du secteur **horticulture comestible**, les producteurs souhaitent que le financement public de la recherche/encadrement/formation s'oriente sur les domaines prioritaires suivants :

Les **contraintes détaillées** face auxquelles les producteurs souhaitent des réponses se regroupent en 4 points principaux :

ECONOMIE :

- Détermination pour les différentes espèces des facteurs de compétitivité et des prix de ventes minimum en fonction du projet pour guider ceux qui se lancent ; aide à la détermination du coût de revient
- Appui à la création de filières/segments innovants et diversifiés (le circuit court est une ressource, mais pas une solution unique) ; support à la planification des semis en regard de la saisonnalité de la demande
- Appui à la création de valeur ajoutée aux produits primaires
- Gestion, qualification et coût de la main d'oeuvre ;
- Innovations technologiques pour diminuer la pénibilité
- Commercialisation : technique de ventes



A NOTER : en horticulture comestible, les répondants estiment que les investissements publics devraient prioritairement être orientés vers l'encadrement (38 %), suivi de la recherche (31 %) et finalement de la formation (31 %).



A NOTER : pour les répondants BIO, les domaines dans lesquels les répondants estiment avoir le plus de besoins sont :

- Rentabilité, coût de production (1 répondant sur 2)
- Phytopathologie, santé végétale (1 répondant sur 3)
- Fertilisation et gestion du sol (1 répondant sur 3)
- Technologie et matériel (1 répondant sur 4)



A NOTER : pour les répondants de moins de 30 ans, les domaines dans lesquels les répondants estiment avoir le plus de besoins sont :

- Rentabilité, coût de production (1 répondant sur 2)
- Fertilisation et gestion du sol (1 répondant sur 3)
- Génétique et sélection variétale (1 répondant sur 3)
- Technologie et matériel (1 répondant sur 4)

FONCIER :

- L'accès à la terre est un enjeu prioritaire pour l'installation

PHYTOPATHOLOGIE :

- Recherche et conseils en alternatives aux produits phytos interdits: techniques, nouvelles méthodes, mécanisation, type de jets, nouveaux produits « naturels »,
- Techniques de lutte en bio et en lutte intégrée
- Anticipation sur la recherche de nouvelles variétés plus résistantes aux maladies et gustativement intéressantes
- Développement du réseau d'avertissement et prévention des maladies et ravageurs

GESTION DU SOL :

- Formation continue souhaitée dans la gestion du sol et impact sur la vie du sol des différentes pratiques culturales
- Techniques de rotation / association





N° 5 SECTEUR PRIORITAIRE OVINS/CAPRINS

TOP 3

1. Rentabilité, modèles économiques, coûts de production et gestion technico-économique (2 répondant sur 3)
2. Commercialisation et logistique (1 répondant sur 2)
3. Conduites d'élevage, y compris alimentation (1 répondant sur 2)

En regard du secteur **ovins/caprins**, les producteurs souhaitent que le financement public de la recherche/encadrement/formation s'oriente sur les domaines prioritaires suivants :

Dans une moindre mesure, la santé animale apparaît également comme domaine d'importance pour le secteur (1 répondant sur 5). Les priorités sont identiques pour les jeunes de moins de 30 ans.

Les **contraintes détaillées** face auxquelles les producteurs souhaitent des réponses sont les suivantes :

- Organisation de la filière et du commerce, lien structurant entre offre et demande, appui technique pour répondre à la demande
- Besoin de réseaux de partage d'expériences techniques et commerciales entre éleveurs (sur terrain, via presse, sites,... pas via des réunions)
- Besoin de plus de présence sur le terrain de l'encadrement et de la formation
- Besoin d'un encadrement sanitaire et de compétences en matière d'analyses (coprologies, autopsies)

- Besoin de conseils techniques, plus particulièrement en lien avec l'alimentation animale
- Besoin de conseils spécifiques sur la conduite à l'herbe, y inclus sur cultures dérobées et le techno-pâturage
- Développer les opportunités de pâturage (cultures dérobées, écopâturage,...)
- Développer la recherche en matière de réduction des coûts alimentaires
- Besoin d'un conseil à l'accouplement (gestion des races locales menacées, gestion des tares génétiques)
- Rentabilité et maintien de la prime couplée ovine
- Professionnalisme dans la vente en circuit court
- Renforcer la vulgarisation et divulgation des résultats de la recherche



€ A NOTER : pour le secteur ovins/caprins, les répondants estiment que les investissements publics devraient prioritairement être orientés vers l'encadrement (43 %), suivi de la recherche (31 %) et finalement de la formation (26 %).

🌿 A NOTER : spécifiquement pour les éleveurs bio, les mêmes domaines sont prioritairement retenus, le domaine relatif aux conduites d'élevage, y compris l'alimentation, étant repris comme de première importance, avec près de 3 répondants sur 5. Le secteur bio marque un intérêt particulier pour un encadrement relatif au parasitisme et aux conduites d'élevages à l'herbe

FOCUS SUR QUELQUES PARTICULARITÉS LIÉES AU SECTEUR OVINS/CAPRINS :

- Dans le cadre de l'encadrement et de la formation, il est important de souligner la demande d'un besoin de réseaux de partage d'expériences techniques et commerciales entre éleveurs et entre éleveurs et experts, ces réseaux devant se rencontrer sur le terrain ou à travers des outils (internet, reportages dans la presse,...) mais pas à travers des réunions / séances théoriques en salle.
- Concernant l'encadrement sanitaire, outre une demande générique et concernant le parasitisme, une demande concerne spécifiquement la pasteurellose. Il est également demandé de pouvoir disposer d'un service d'analyses coprologiques et d'autopsies plus précises au niveau de l'ARSIA. Notons à ce niveau que le techno-pâturage est particulièrement peu répandu parmi les exploitations ovines et caprines wallonnes. Certaines conduites d'élevage à l'herbe nécessitent le développement d'une offre en formation préalable à l'encadrement.
- Les efforts en matière de recherche devraient porter sur les conduites d'élevage innovantes et opportunités permettant de réduire les coûts alimentaires, y inclus à travers le « pâturage opportuniste » (pâturage des cultures dérobées, écopâturage,...).
- Tout comme lors de l'avis de 2015, il faut souligner l'importance d'avant tout vulgariser et adapter les résultats de recherches appliquées dans les pays voisins ainsi que les résultats des recherches menées en Wallonie sur les autres espèces animales, e.a. le bovin
- Besoin d'un outil d'aide à la décision technico-économique, au travers d'un réseau de fermes de références et / ou au travers d'une collecte de données régionales



N° 6 SECTEUR PRIORITAIRE AVICULTURE/CUNICULTURE

TOP 3

1. Alimentation (1 répondant sur 3)
2. Rentabilité, modèles économiques et coûts de production (1 répondant sur 3)
3. Santé animale (1 répondant sur 3)

En regard du secteur **avicole et cunicole**, les producteurs souhaitent que le financement public de la recherche/encadrement/formation s'oriente sur les domaines prioritaires suivants :

Les **contraintes détaillées** face auxquelles les producteurs souhaitent des réponses sont les suivantes :

- Expertise pour l'identification et le traitement des maladies, l'utilisation des biocides et la gestion des poux rouges
- Recherche sur la gestion des poux rouges, les alternatives au coupage du bec et sur la viabilité des modèles à faible nombre de volailles
- Expertise indépendante pour l'alimentation
- Expertise et formation sur la mise en place de modèles circuits courts (abattage/permis/logistique/diminution des intermédiaires/développement de modèles alternatifs au standard)
- Recherches sur les alternatives au soja
- Communication plus importante sur les recherche existantes



A NOTER : pour le secteur aviculture, les répondants estiment que les investissements publics devraient prioritairement être orientés vers l'encadrement (37 %) et la recherche (36%) suivi de la formation (27 %).



A NOTER : 20 % des répondants à l'enquête pratiquants l'agriculture biologique sont éleveurs de volaille.



N° 7 SECTEUR PRIORITAIRE HORTICULTURE ORNEMENTALE

TOP 2

1. **Phytopathologie** (1,5 répondant sur 2)
2. **Commercialisation et logistique** (1 répondant sur 2)

En regard du secteur de l'**horticulture ornementale**, les producteurs souhaitent que le financement public de la recherche/encadrement/formation s'oriente sur les domaines prioritaires suivants :

Les **contraintes détaillées** face auxquelles les producteurs souhaitent des réponses sont les suivantes :

- La phytopathologie reste la priorité n°1 des producteurs. Ceux-ci sont de plus en plus confrontés à des retraits d'agrément et des interdictions d'utilisation de produits 'phytos'. Ces changements sont tellement rapides qu'ils ne leur permettent pas toujours de s'adapter. Les producteurs ne sont pas opposés à cette évolution mais ils sont demandeurs de pouvoir disposer d'alternatives à l'efficacité démontrée et économiquement viables avant tout retrait et interdiction.
- Il serait notamment utile de proposer une réponse du secteur pour remplacer les phyto par des plantes plus résistantes aux maladies. Il faudrait aussi avoir des plantes couvre-sols qui permettent de supprimer l'usage d'herbicides dans les espaces verts publics et privés.
- La majorité des cultures ornementales sont déficitaires par rapport à la demande wallonne. Pour améliorer leur situation (à l'export ou sur le marché local), les producteurs souhaitent bénéficier d'un encadrement performant et stable en collaboration avec une recherche scientifique ciblée vers le secteur ornemental.
- Les producteurs actifs en floriculture ou en pépinière ornementale sont également demandeurs d'une stratégie de l'innovation. Une analyse de compétitivité devrait être faite pour cibler les variétés qui répondraient à des besoins nouveaux ou de nouvelles modes.
- Les producteurs de sapins de Noël sont demandeurs d'une autonomie par rapport à la semence via le verger à graines ainsi qu'un soutien spécifique pour la mise au point de la production de sapins de Noël bio.
- Les pépiniéristes forestiers sont demandeurs d'un encadrement reconnu via le centre pilote ainsi que de pouvoir faire appel à des chercheurs 'références spécialisées en plantes forestières' lorsqu'ils sont confrontés à des difficultés de cultures.

€ **A NOTER :** pour le secteur horticulture ornementale, les répondants estiment que les investissements publics devraient prioritairement être orientés vers la formation (37 %) puis l'encadrement (34 %) et enfin la recherche (29%).



N° 8 SECTEUR PRIORITAIRE PORCS

TOP 2

1. Rentabilité, modèles économiques et coûts de production (1,5 répondant sur 2)
2. Alimentation (1 répondant sur 2)

En regard du **secteur porcin**, les producteurs souhaitent que le financement public de la recherche/encadrement/formation s'oriente sur les domaines prioritaires suivants :

Les **contraintes détaillées** face auxquelles les producteurs souhaitent des réponses sont les suivantes :

- Face à un prix du porc généralement en dessous du seuil de rentabilité, la survie de la production porcine à moyen terme nécessite des investissements dans le développement de modèles économiques générant de la valeur ainsi qu'un travail d'encadrement économique et comptable des éleveurs. Des études de marché sur des nouveaux produits de consommation – nouveaux débouchés pour les produits de viande de porcs sont sollicités
- L'encadrement de filières à valeur ajoutée en développement (plein air, bio, QD) et de leur liens avec le marché et la transformation est aussi souhaité
- Pour contourner les difficultés dues notamment au prix élevé du soja, les producteurs souhaitent des soutiens pour pouvoir produire à la ferme des aliments de qualité. Des recherches sur les protéagineux (autonomie protéique) sont sollicitées dans ce sens.
- La conduite technique d'élevage en bio reste une demande d'encadrement importante en regard de la rentabilité
- La génétique est un souci en Plein Air Bio ou pas. Face aux difficultés de trouver des reproducteurs adaptés aux conditions d'élevage, il serait utile de réinvestir sur des modèles de sélection et/ou d'encadrer les producteurs qui s'investissent dans ce sens.



€ **A NOTER :** pour le secteur porcin, les répondants estiment que les investissements publics devraient prioritairement être orientés vers la formation (37 %) puis la recherche (24%) et enfin l'encadrement (29 %).





N°9 SECTEUR PRIORITAIRE AQUACULTURE

Les **contraintes détaillées** face auxquelles les producteurs souhaitent des réponses de la recherche/encadrement/formation sont les suivantes :

- Qualité des produits
- Santé animale
- Technologie et matériel
- Dégâts des oiseaux piscivores
- Organisation du commerce de circuit court et lien structurant entre offre et demande



A NOTER : pour le secteur aquacole, les répondants estiment que les investissements publics devraient être équilibrés entre la formation (37 %), la recherche (31%) et l'encadrement



SI VOUS DÉSIREZ ALLER PLUS LOIN, N'HÉSITEZ PAS À CONTACTER LE COLLÈGE DES PRODUCTEURS

info.socopro@collegedesproducteurs.be

Nous sommes à votre disposition pour faire valoir vos préoccupations.



AQUACULTURE

Benoît Thomassen

benoit.thomassen@collegedesproducteurs.be
081/240.438



AVICULTURE & CUNICULTURE

Catherine Colot

catherine.colot@collegedesproducteurs.be
081/240.437



AGRICULTURE BIO

Muriel Huybrechts - Aline Boursault

muriel.huybrechts@collegedesproducteurs.be
aline.boursault@collegedesproducteurs.be
081/240.448 - 081/240.449



BOVINS LAITIERS

Catherine Bauraind

catherine.bauraind@collegedesproducteurs.be
081/240.445



GRANDES CULTURES

Hélène Louppe

helene.louppe@collegedesproducteurs.be
081/240.444



**POMMES DE TERRE
SECTEUR INDUSTRIEL**

Hélène Louppe

helene.louppe@collegedesproducteurs.be
081/240.444



HORTICULTURE COMESTIBLE

Marc Schaus

marc.schaus@collegedesproducteurs.be
081/240.443



**POMMES DE TERRE
SECTEUR FRAIS**

Marc Schaus

marc.schaus@collegedesproducteurs.be
081/240.443



HORTICULTURE ORNEMENTALE

Alain Grifnée

alain.grifnee@collegedesproducteurs.be
081/240.442



OVIN & CAPRIN

Christel Daniaux

christel.daniaux@collegedesproducteurs.be
081/240.441



PORC

Sophie Renard

sophie.renard@collegedesproducteurs.be
081/240.439



VIANDE BOVINE

Pedro Imazaki

pedro.imazaki@collegedesproducteurs.be
081/240.458



PRIX JUSTE PRODUCTEUR

Bernard Mayné

bernard.mayne@collegedesproducteurs.be
081/240.447



COORDINATION

Emmanuel Grosjean

emmanuel.grosjean@collegedesproducteurs.be



**RESPONSABLE RESSOURCES
HUMAINES, ADMINISTRATIVE
ET FINANCIÈRE**

Stéphanie Duysen

stephanie.duysen@collegedesproducteurs.be





COLLÈGE des
PRODUCTEURS

www.collegedesproducteurs.be - +32 (0)81 240 430 - info.socopro@collegedesproducteurs.be
Avenue Comte de Smet de Nayer, 14/3 - 5000 Namur

Inscrivez-vous aux newsletters et restez informés

www.collegedesproducteurs.be
www.filagri.be

